MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 12 novembre 2026

L'inflation augmente pour le troisième mois consécutif et atteint +3,75 % g.a. en octobre.

LE CHIFFRE A RETENIR

+3,75 %

INPC en g.a.
Octobre 2026
INEGI

Supérieure aux anticipations de marché (le consensus Citi du 4 novembre anticipait une hausse de +3,66 %), elle se rapproche de la borne haute de la fourchette cible de Banxico (3 % ± 1 pt). La hausse reste tirée par les composantes volatiles : l'inflation non sous-jacente atteint +3,59 % g.a., après +2,45 % en septembre et un point bas de +0,29 % en juillet, sous l'effet de la forte hausse des prix des fruits et légumes (+13,19 %). Les prix de l'énergie restent en revanche contenus (+2,29 %), grâce au soutien du gouvernement pour limiter la hausse des prix énergétiques, notamment pétroliers.

L'inflation sous-jacente se maintient à un niveau élevé (+3,80 % g.a., après +3,75 %) et repart à la hausse pour la première fois depuis son pic de janvier (+4,52 %). Ces chiffres sont publiés quelques jours après la baisse de 25 pdb du taux directeur de Banxico, à 6,25 %. Dans son communiqué, la Banque Centrale a revu à la hausse l'inflation attendue en fin d'année (3,7% contre 3,5% précédemment) et atteint toujours l'inflation à la cible fin 2027.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'activité industrielle a enregistré en septembre sa plus forte baisse mensuelle depuis octobre 2024 (-1,4 % g.m.), marquant un coup d'arrêt à la dynamique favorable observée depuis avril. Ce recul est porté par la construction (-2,0 % g.m.) et les industries manufacturières (-1,7 %), tandis que les mines (+0,4 %) et l'énergie (+1,4 %) progressent légèrement. En comparaison annuelle, l'indice demeure positif (+ 1 ,4% g.a.) et ralentit après avoir enregistré en août sa plus forte hausse annuelle depuis octobre 2023 (+3,6 % g.a. CVS). L'activité industrielle reste ainsi en hausse sur un an, avec la construction comme principal moteur (+6,4 % g.a.), tirée par les travaux de génie civil (+29,2 % en données brutes). La croissance des industries manufacturières ralentit nettement, à +0,5 % g.a. (contre +3,2 % en août). Malgré la progression des machines et équipements (+7,3 % g.a. en données brutes) et de l'électronique (+4,9 %), 12 des 21 sous-branches manufacturières sont en recul sur un an, notamment l'habillement (-6,6 %), le textile (-6,4 %) et la métallurgie de base (- 4,8 %). Cette évolution hétérogène des branches manufacturières devrait se poursuivre d'ici la fin de l'année, en particulier dans la filière automobile, toujours pénalisée par les droits de douane américains au titre de la section 232 dans l'attente d'un accord bilatéral et de la révision de l'ACEUM.

Le prix du baril de brut mexicain (*Mezcla*) a chuté de -33,7 % depuis son point haut de fin octobre, pour s'établir sous la barre des 80 USD, dans le sillage des cours pétroliers mondiaux. Entre le 31 octobre et le 2 novembre, les annonces américaines et iraniennes ont témoigné des efforts diplomatiques engagés par les deux parties et de leur volonté de régler leur différend par la négociation. L'annonce d'un projet d'accord de paix, puis la déclaration du président Trump excluant une reprise des frappes militaires contre l'Iran, ont provoqué une forte baisse des marchés pétroliers. A la réouverture des marchés après le week-end, la *Mezcla* a reculé de - 14,6 % à la clôture du 2 novembre. La victoire démocrate aux élections de mi-mandat dans la nuit du 3 au 4 novembre a amplifié ce mouvement en renforçant les espoirs d'un apaisement des tensions autour du détroit d'Ormuz. La *Mezcla* a ainsi perdu -9,5 % sur la seule journée du 4 novembre. Après deux séances marquées par leur volatilité, le baril est repassé sous la barre des 80 USD (79,91 USD le 11 novembre), son plus bas niveau depuis le précédent épisode de détente fin août. Le maintien des prix à un niveau plus bas reste conditionné à la réouverture sûre et durable du détroit d'Ormuz, tout incident menaçant à nouveau les infrastructures énergétiques ou le transit dans le détroit pourrait rapidement faire remonter les

cours. Le prix de la *Mezcla* reste par ailleurs nettement supérieur à son niveau du 27 février, veille de l'attaque américaine contre l'Iran (63,46 USD).

Le Mexique adopte une loi pour promouvoir les paiements numériques, renforcer l'inclusion financière et favoriser la formalisation de l'économie. Entrée en vigueur le 5 novembre, la *Ley de Economía Digital para Pagos Digitales y Electrónicos* vise à réduire la dépendance aux espèces et à développer les moyens de paiement électroniques. La réforme facilite l'ouverture de comptes bancaires à distance grâce à la reconnaissance de l'identité numérique (CURP Digital). Elle encourage également les paiements par transfert ou code QR, en s'appuyant sur les infrastructures existantes (SPEI, CoDi et DiMo). La Banque du Mexique (Banxico) voit ses prérogatives réglementaires renforcées pour faciliter les transferts électroniques et harmoniser les applications financières. La loi prévoit aussi de développer les paiements numériques dans les administrations publiques. Elle autorise par ailleurs le ministère des Finances (SHCP) à désigner des secteurs dans lesquels les paiements électroniques pourront devenir obligatoires et exclusifs. Les stations-service et les péages figurent parmi les premières activités envisagées. La loi préserve toutefois les paiements en espèces, notamment dans les petits commerces. Le gouvernement attend de cette réforme une réduction des coûts de transaction et une formalisation accrue de l'économie. La meilleure traçabilité des transactions pourrait aussi faciliter les contrôles fiscaux et limiter l'évasion fiscale. Sa mise en œuvre se heurte toutefois à la forte prédominance des espèces : selon l'Enquête nationale sur l'inclusion financière (ENIF) 2024, celles-ci constituent le moyen de paiement le plus fréquent pour 85,2 % des adultes lors d'achats de 500 MXN ou moins, et pour 73,5 % lors d'achats de montants supérieurs. Les inégalités d'accès aux services financiers constituent également un obstacle : 52 % des travailleurs informels n'y ont pas accès, contre 11 % des travailleurs formels, selon México Evalúa. Les disparités de connectivité, les coûts d'équipement et les commissions supportés par les petits commerces pourraient aussi freiner l'adoption des paiements numériques. Le gouvernement prévoit une mise en œuvre progressive de cette loi d'économie numérique.

Au Mexique, la proportion d'entreprises victimes de la délinquance recule légèrement entre 2023 et 2025, mais le coût économique de l'insécurité demeure élevé, à 0,46% du PIB (soit 115,1 Md MXN, 6,2 Md USD). Selon l'Enquête nationale de victimisation des entreprises (ENVE) de l'INEGI portant sur l'année 2025, ce coût est inférieur à celui de 2023 (-0,05 point de PIB). Les dépenses de prévention (installation de caméras de surveillance et d'alarmes, renforcement des serrures, recours à la sécurité privée, etc.) représentent 51,2 % du total contre 48,8 % pour les pertes directement liées aux infractions. Par ailleurs, 25,9 % des établissements ont été

victimes d'au moins une infraction en 2025, contre 27,2 % en 2023 (–1,3 pt). Cette amélioration reste contrastée selon les États : la proportion d'établissements victimes diminue dans sept États, augmente dans huit et demeure statistiquement inchangée dans les 17 autres. Au total, 1,4 million d'établissements ont subi près de 3 millions d'infractions, principalement des extorsions (26,2 %) et des vols à l'étalage (17 %). Le commerce reste le secteur le plus touché (30,5 % des établissements), devant les services (22,9 %) et l'industrie (18,8 %). L'insécurité pèse également sur l'investissement et l'activité des entreprises : 14,5 % des établissements déclarent avoir annulé des projets d'investissement en 2025, une proportion qui atteint 32,1 % dans l'État de Tabasco, 27,4 % à Morelos et 23,9 % à Puebla. Enfin, il est estimé que plus de 90 % des infractions n'ont pas été signalées aux autorités ou n'ont pas donné lieu à l'ouverture d'une enquête.

Sectoriel

La production et les exportations de véhicules légers ont chuté en octobre de respectivement -17,7 % g.a. (302 803 unités) et -17,9 % g.a. (258 137 unités), soit leur plus forte baisse depuis la crise pandémique de 2021 (INEGI). Ce recul reflète avant tout la contraction de la demande américaine, sous l'effet des droits de douane de 25 % imposés au titre de la section 232 (droits de douane appliqués par les États-Unis au nom de la sécurité nationale, qui ne portent que sur le contenu non américain des véhicules conformes au T-MEC) et de la suppression fin septembre 2025, du crédit d'impôt fédéral américain à l'achat de véhicules électriques. Les exportations vers les États-Unis, qui absorbent 76,6 % des exportations mexicaines depuis janvier, sont tombées à 202 724 unités contre 245 912 un an plus tôt (- 17,6 % g.a.). Les ventes sur le marché intérieur progressent à l'inverse (+3,1 % g.a.), ce qui confirme l'origine externe du choc. General Motors est le constructeur le plus touché (-45,5 % pour la production, -47,2 % pour les exportations), plus de 90 % de ses exportations étant destinées aux États-Unis, et la suppression des incitations américaines à l'achat de véhicules électriques l'ayant conduit à freiner sa production. Stellantis (-37,4 %), Volkswagen (-19,6 %) et Nissan (-16,4 %) reculent également, tandis que Mercedes-Benz a cessé de produire au Mexique (-100 %). Ford (+22,4 %) et Honda (+15,0 %) font figure d'exceptions. Sur les dix premiers mois de l'année, la baisse reste plus contenue (-3,9 % pour la production, -3,3 % pour les exportations). Selon l'Association mexicaine de l'industrie automobile (AMIA), cette tendance pourrait se poursuivre si la proposition américaine de durcir les règles d'origine du T-MEC aboutissait, au risque d'accroître les coûts de production, de réduire l'investissement et d'affaiblir la compétitivité du secteur au Mexique. À l'inverse, la production de pièces automobiles reste dynamique et a atteint un niveau record en août (11,1 Md USD, +8,5 % g.a.), pour une hausse de +8,3 % sur les

huit premiers mois de l'année selon l'Industrie nationale des pièces automobiles (INA). Le secteur bénéficie de la demande automobile nord-américaine et de l'exemption de droits de douane accordée aux pièces conformes aux règles d'origine du T-MEC, dont la taxation partielle sur le contenu non américain n'a toujours pas été mise en œuvre.

Le Mexique autorise six nouveaux projets photovoltaïques représentant 750 M USD d'investissements. La Commission nationale de l'énergie (CNE) a approuvé six permis de production d'électricité solaire dans le cadre du deuxième appel à projets lancé par le ministère de l'Énergie (SENER). Les centrales devraient apporter 649 MW de capacité nette au système électrique national, pour une production annuelle estimée à 1 881 GWh. Elles intégreront des systèmes de stockage par batteries afin de renforcer la stabilité et la fiabilité du réseau. Leur mise en service est prévue entre 2028 (37 % des capacités) et 2029 (63 %), principalement dans les régions occidentale (350 MW) et orientale (289 MW) du pays. Seuls six des 57 projets présentés ont satisfait à l'ensemble des critères de sélection, définis dans le cadre du nouveau dispositif de planification du secteur électrique. Ces autorisations s'inscrivent dans l'objectif gouvernemental de porter la part des énergies renouvelables à 38 % de la production électrique nationale d'ici 2030.

Finances publiques

Pemex prévoit d'investir plus de 1 800 Md MXN (96,7 Md USD[1]) sur fonds propres entre 2025 et 2030 pour relancer sa production, malgré une réduction de -69 % du soutien public dès 2027, selon son directeur général, Juan Carlos Carpio. Le plan vise une production de 1,8 Mb/j d'ici 2028, contre 1,65 Mb/j aujourd'hui, en s'appuyant sur 305 champs matures (Maloob, Zaap, Ek), les projets Zama et Trion et le forage de 145 nouveaux puits d'exploration. Il prévoit également la modernisation des raffineries et l'évaluation de l'extraction de gaz non conventionnel dans le Coahuila. Ces annonces marquent un recul par rapport à l'objectif fixé en août 2025, lorsque le gouvernement assurait que Pemex n'aurait plus besoin d'apports publics pour ses amortissements de dette à partir de 2027. Le projet de budget 2027 prévoit encore un soutien de 4,4 Md USD (81,1 Md MXN), contre 14,1 Md USD en 2026. Le soutien public reste aussi indirect : 26 % des dettes envers les fournisseurs relèvent d'un véhicule d'investissement créé par Banobras et le ministère des Finances. Les fondamentaux financiers s'améliorent globalement : la dette financière est tombée à 77,6 Md USD fin septembre, son plus bas niveau depuis 2014, et le ratio dette/EBITDA est passé de 8 à 4, à la faveur d'un EBITDA en hausse de +49 % sur un an. L'amélioration financière, réelle, repose en outre largement sur un contexte de

[1] 1 USD = 18,62 MXN

prix favorable. La chute récente des cours (-33,7 % pour la *Mezcla* depuis son point haut de fin octobre) fragilise cette trajectoire.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	11/11/2026
Bourse (S&P/BMV IPC)	+1,7%	+11,9%	72 006 points
Change MXN/USD	-0,0%	+1,6%	18,62
Change MXN/EUR	-1,1%	-2,3%	20,74
Prix du baril mexicain	-2,2%	+37,7%	79,91

Source : Banxico, Indicadores Diarios de la Bolsa Mexicana de Valores, Tipos de cambio diarios, Precio de la *Mezcla* mexicana de petróleo.

Amérique centrale

El Salvador

Selon la Banque centrale de réserve (BCR), le montant des crédits accordés en septembre par le système financier s'est élevé à 21 913 M USD, de +9,4 % supérieur à celui de septembre 2025. Les encours de crédit affichent une croissance continue sur les 36 derniers mois, en raison d'une demande de financement soutenue dans les secteurs du commerce, des services et de la construction, et le secteur bancaire affiche au 3ème trimestre un taux de croissance de +11 %. Selon la BCR, 53 % des encours de crédit sont détenus par des entreprises.

Guatemala

Sur les 10 premiers mois de l'année, les transferts de fonds des Guatémaltèques émigrés se sont accrus de +5,3 % par rapport à la même période de 2025, pour atteindre 22,5 Md USD. Ces remesas ont atteint 2,5 Md USD en octobre, soit le montant mensuel le plus élevé depuis le début de l'année. La Banque centrale prévoit un total de 26,8 Md USD en 2026 et 27,6 Md USD en 2027, soit des croissances annuelles respectives de +5 % et +3 %. Si ces projections se confirment, les remesas connaîtront en 2027 une croissance de plus de +53 % par rapport à 2022.

Honduras

Le FMI et les autorités honduriennes ont annoncé être parvenus à un accord sur la sixième et dernière revue du programme économique, ouvrant la voie à l'octroi de 120 M USD. Le versement devrait intervenir en décembre après approbation du Conseil d'administration du Fonds. A l'issue de leur mission à Tegucigalpa, les équipes du FMI ont salué « le programme de réformes macroéconomiques du pays, qui l'a aidé à faire face à des perturbations majeures, notamment la hausse des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient et une grave sécheresse liée au phénomène El Niño ». Le FMI prévoit un taux de croissance de +3,4 % sur l'année 2026, après +3,7 % au premier semestre.

Le Conseil d'administration de la Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé le 4 novembre un financement de 101,68 M USD destiné à développer les infrastructures de transports et plateforme logistique du Honduras. Les principaux axes de ce programme visent à « améliorer les infrastructures routières du nord-ouest du Honduras, faciliter la connexion des zones agricoles aux principaux axes logistiques et marchés, et contribuer à réduire les coûts de transport pour les

producteurs de la région ». Ce programme ambitionne également de « renforcer les capacités institutionnelles et techniques du Secrétariat aux infrastructures et aux transports du Honduras (SIT), afin d'améliorer la planification des projets, la hiérarchisation des priorités, leur mise en œuvre et l'entretien des infrastructures routières ».

Nicaragua

Selon Fundación Sin Límites, ONG nicaraguayenne basée au Costa Rica, la croissance du PIB s'élèvera en 2026 à +3,6 %, inférieure aux +4,9 % enregistrés en 2025. L'ONG pointe un ralentissement de l'activité économique, reflété par l'IMAE (Indice mensuel d'activité économique) de la Banque centrale du Nicaragua, qui a fait état, entre avril et août 2026, de taux de croissance mensuels inférieurs à ceux des dix mois précédents. Cette tendance serait due en particulier aux effets de la sécheresse liée au phénomène El Niño. La Fondation souligne également le ralentissement de la croissance des remesas, estimée à +10 % en 2026 contre +17,6 % en 2025 et plus de +40 % en 2022 et 2023.

Caraïbes

Cuba

Les États-Unis renforcent leurs sanctions contre Cuba, en ciblant les secteurs pétrolier, maritime et technologique et en élargissant leur portée aux entreprises étrangères. L'administration Trump a annoncé, le 5 novembre, une nouvelle série de sanctions contre plusieurs entreprises liées à l'économie cubaine. Dans les secteurs pétrolier et maritime, les sanctions visent notamment Caroil Transport Marine (Chypre), Tentacool Commercial (Panama), ainsi que les entreprises cubaines Internacional Marítima et Petróleos Marítimos del Caribe (Petromarca). Ces sociétés sont accusées de participer au transport de pétrole et de produits dérivés à destination ou en provenance de Cuba. Cinq pétroliers de la flotte cubaine – Esperanza, María Cristina, Gloria C., Emilia et Lourdes – ont également été désignés comme biens bloqués. Le secteur technologique est également ciblé, avec l'inscription de Cubaelectrónica, spécialisée dans l'importation et la commercialisation de matériel électronique, et de Tecnosime, active dans les services techniques et technologiques. Deux entreprises chinoises, China National Electronics Import & Export Corporation (CEIEC) et Beijing H&C Technologies, figurent également parmi les entités sanctionnées. Par ailleurs, le Département du Trésor américain a adopté une nouvelle disposition permettant de sanctionner

toute personne ou entreprise étrangère exerçant des activités dans les secteurs de l'électronique, de la manufacture, du transport maritime et des technologies à Cuba. Cette mesure étend ainsi le risque de sanctions secondaires aux entreprises de pays tiers opérant dans ces secteurs. Enfin, deux ressortissants cubains ont été ajoutés à la liste des personnes sanctionnées. Il s'agit d'Any Rodríguez Lastres, fille d'Ania Guillermina Lastres Morera, présidente de GAESA, le conglomérat économique contrôlé par les Forces armées cubaines, et de Guillermo Faustino Rodríguez López-Calleja, frère de l'ancien dirigeant de GAESA, Luis Alberto Rodríguez López-Calleja. Ancienne directrice commerciale de la zone de conteneurs de Mariel, Any Rodríguez Lastres exercerait actuellement des activités entrepreneuriales au Panama.

Le Belize met fin à son accord de coopération médicale avec Cuba, tout en maintenant la présence des professionnels cubains sous contrats individuels. Le gouvernement bélizien a annoncé qu'il ne renouvellerait pas l'accord bilatéral de coopération médicale avec Cuba, en vigueur depuis 1990. Il proposera toutefois des contrats individuels aux membres de la brigade médicale cubaine afin de leur permettre de rester dans le pays et de poursuivre leurs activités au sein du système de santé bélizien. Selon les données de septembre 2026, la mission cubaine compte environ 92 professionnels de santé, dont 45 médecins, ainsi que des spécialistes, infirmiers et techniciens répartis entre les hôpitaux et les communautés rurales. Cette décision s'inscrit dans un contexte de révision des accords de coopération médicale avec Cuba dans plusieurs pays de la région. En mars 2026, la Jamaïque avait annoncé la fin de son accord avec Cuba, faute d'entente sur les conditions de son renouvellement. Au Guyana, le gouvernement cubain avait également décidé de retirer sa brigade médicale de plus de 200 professionnels, à la suite d'une modification du système de rémunération par les autorités locales.

Haïti

En Haïti, les recettes fiscales et douanières atteignent un niveau record de 20,75 Md HTG (158,6 M USD) en octobre 2026, malgré une forte baisse des recettes pétrolières. Au premier mois de l'exercice budgétaire 2026-2027, l'Administration générale des douanes (AGD) aurait mobilisé 11,5 Md HTG (87,9 M USD), contre 11,3 Md HTG (86,4 M USD) en octobre 2025, soit une hausse de +1,75 % en g.a. Il s'agit du niveau de recettes le plus élevé jamais enregistré pour un mois d'octobre, bien qu'inférieur à l'objectif mensuel de 13,21 Md HTG (101 M USD), soit un taux de réalisation de 87 %. Cette performance masque toutefois une chute des recettes pétrolières de -72,7 % en g.a., à 740 M HTG (5,7 M USD), contre 2,71 Md HTG (20,7 M USD) un an auparavant. À l'inverse, les recettes sur les marchandises importées

atteignent 10,76 Md HTG (82,3 M USD), dépassant les prévisions de 114 M HTG. Cette progression s'explique notamment par la hausse de la valeur en douane des importations (+38,5 %, à 53,47 Md HTG, soit 408,8 M USD) et des volumes importés (+11,4 %). Parallèlement, la Direction générale des impôts (DGI) aurait collecté 9,24 Md HTG (70,6 M USD), un record historique, dépassant de 542,5 M HTG (4,1 M USD) son objectif mensuel de 8,7 Md HTG (66,5 M USD). Ce montant représente une hausse de 1,59 Md HTG (12,2 M USD) par rapport à octobre 2025, soit +20,8 % en g.a. La DGI attribue cette progression à ses efforts de modernisation, notamment au déploiement du système d'information Resource Management System (RMS), à la réouverture et à l'extension de ses bureaux territoriaux, au renforcement du suivi des contribuables et à l'identification de nouvelles assiettes fiscales dans le secteur informel. Au total, les deux administrations auraient mobilisé près de 20,75 Md HTG (158,6 M USD) en octobre 2026.

République Dominicaine

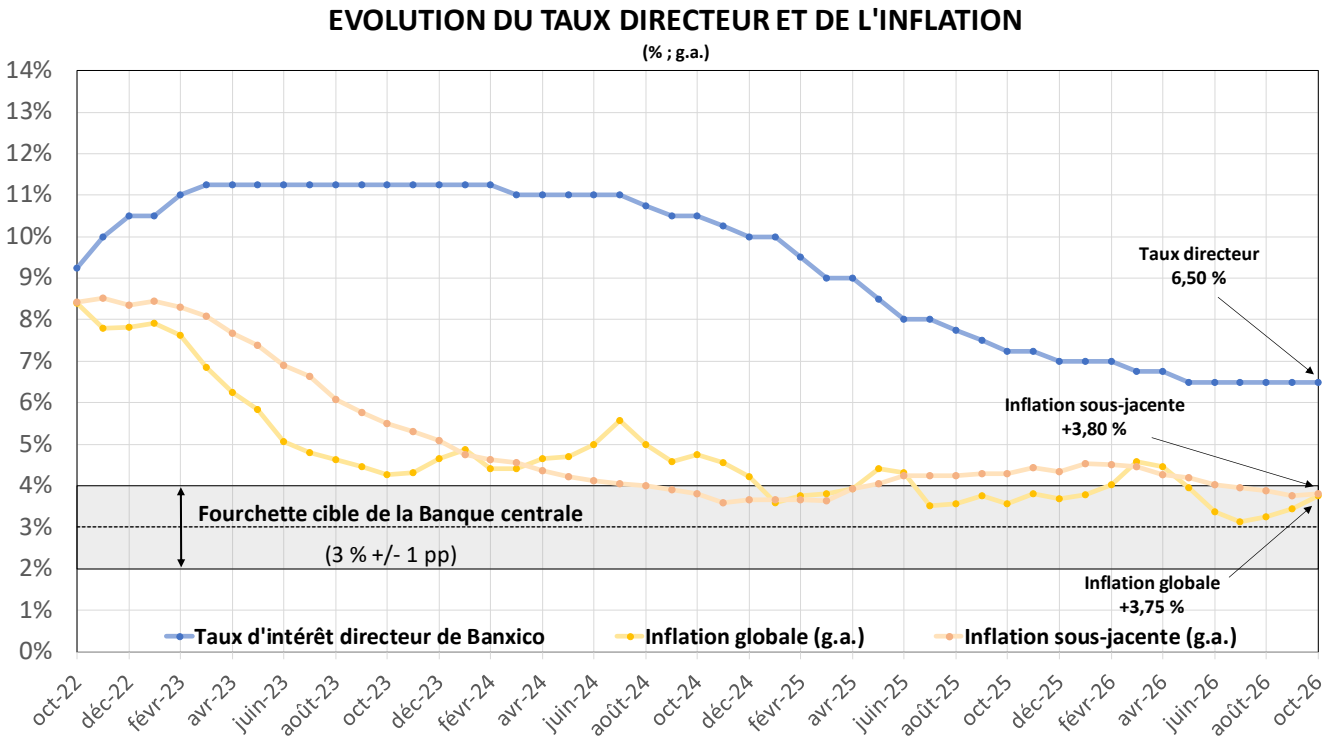
En République dominicaine, l'inflation dépasse légèrement la cible de la Banque centrale en octobre (5,14 %), tandis que l'inflation sous-jacente poursuit sa décrue (4,54 %). L'inflation interannuelle s'établit à 5,14 %, contre 5,12 % en septembre, dépassant ainsi légèrement la limite supérieure de la fourchette cible de la Banque centrale dominicaine (BCRD), fixée à 4,0 % ± 1,0 %. Sur le mois, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,58 %, principalement sous l'effet du renchérissement des produits énergétiques, dans un contexte de hausse des cours internationaux du pétrole depuis trois mois, liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le groupe « transport » enregistre la plus forte progression mensuelle (+1,57 %), portée par la hausse des prix des carburants, des véhicules et de certains services de transport terrestre. Les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées augmentent également (+0,41 %), notamment ceux des bananes plantains, patates douces, œufs et riz. Ces deux catégories contribuent à près des deux tiers de la hausse mensuelle de l'IPC. Ces tensions pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages : le coût moyen du panier de consommation de base franchit pour la première fois le seuil de 50 000 DOP (735 EUR), atteignant 50 255 DOP (739 EUR), soit une hausse annuelle de 5,14 % (+2 458 DOP). Depuis mars 2026, marqué par l'intensification du choc énergétique, ce panier s'est renchéri de 1 508 DOP (22 EUR), soit 61,4 % de sa progression annuelle. Les ménages les plus modestes restent particulièrement exposés, le coût du panier du premier quintile approchant désormais 30 000 DOP (440 EUR). Malgré le dépassement de la cible d'inflation globale, l'inflation sous-jacente recule pour le troisième mois consécutif, à 4,54 % en octobre, suggérant que les tensions restent principalement liées à des facteurs externes plutôt qu'à une accélération généralisée des prix.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

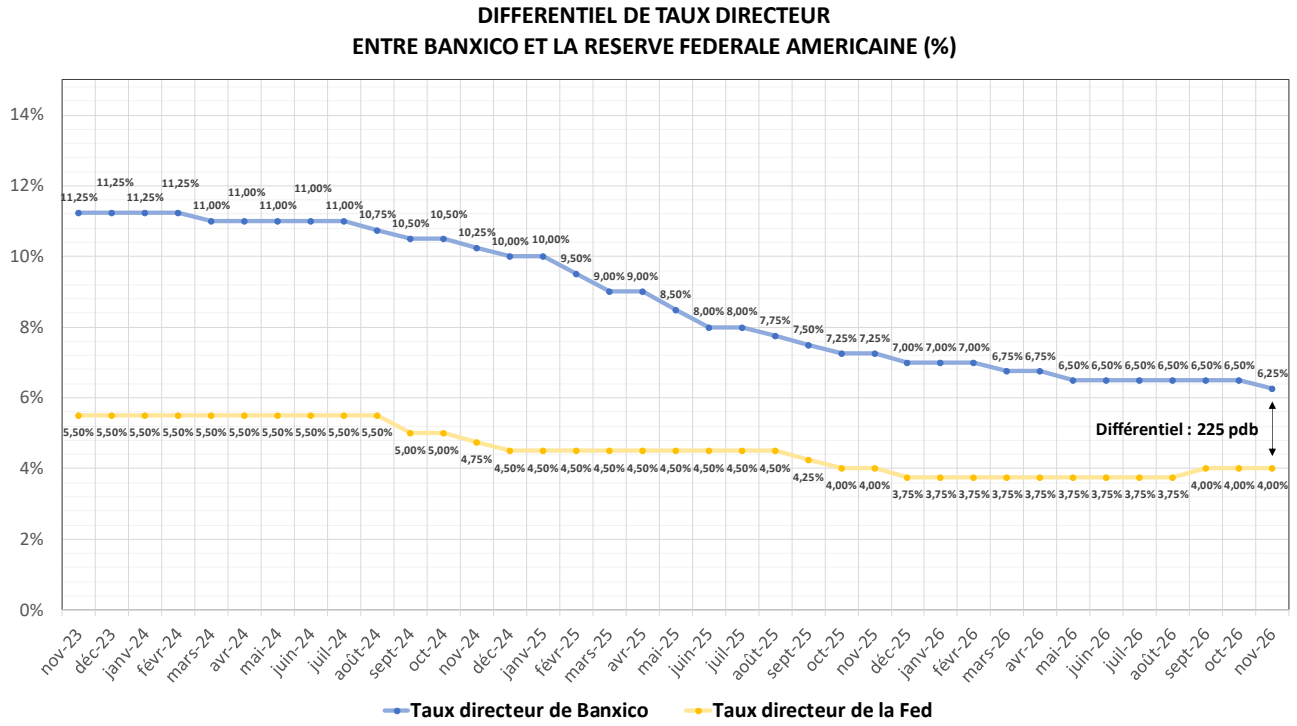
Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2023 (% PIB, FMI)	Croissance du PIB 2024 (%, FMI)	Croissance du PIB 2025 (% , FMI)	Prévision FMI 2026 (% , prév FMI)	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 835,0	3,1%	1,5%	0,5%	1,5%	62,1%	3,8%	6,50%
Belize	0,4	3,3	0,5%	3,5%	2,6%	1,9%	64,6%	3,5%	2,25%
Costa Rica	5,4	102,9	4,8%	4,1%	4,6%	3,3%	61,8%	-0,8%	3,00%
Guatemala	18,9	123,3	3,5%	3,7%	4,3%	4,0%	27,5%	3,0%	3,50%
Honduras	11,2	39,6	3,6%	3,6%	4,9%	3,3,%	44,0%	5,6%	6,00%
Nicaragua	6,8	22,2	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	31,7%	3,5%	5,75%
El Salvador	6,4	36,7	3,4%	2,6%	3,9%	4,5%	85,0%	2,7%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,5%	21,5%	11,50%
Jamaïque	2,8	22,6	2,7%	-0,5%	0,1%	0,0%	64,3%	5,9%	6,00%
Panama	4,6	90,5	7,2%	2,7%	4,4%	5,0%	56,4%	1,8%	--
République Dominicaine	11	127,9	2,2%	5,0%	2,1%	4,6%	57,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11	25,3	3,2 % (EIU)	-0,6 % (EIU)	-5,0 % (EIU)	-7,2 % (EIU)	129,4 % (EIU)	40,0 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

- Annexe Graphique Mexique -



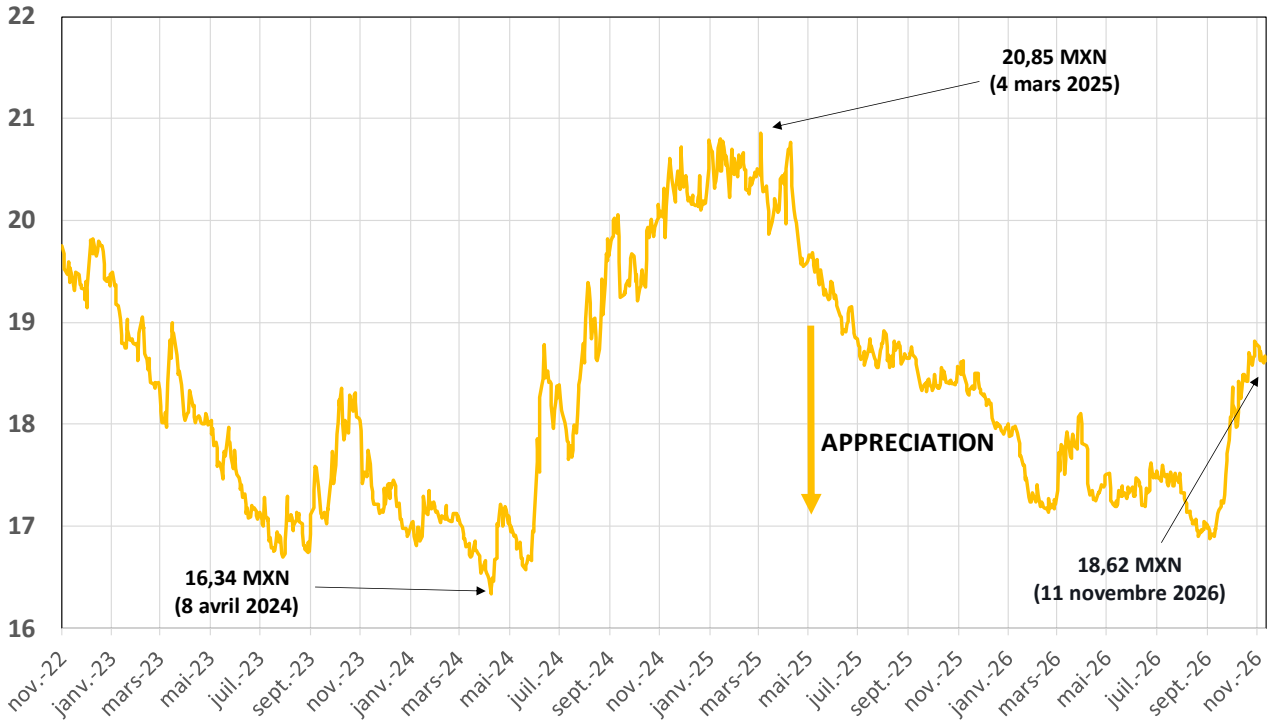
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

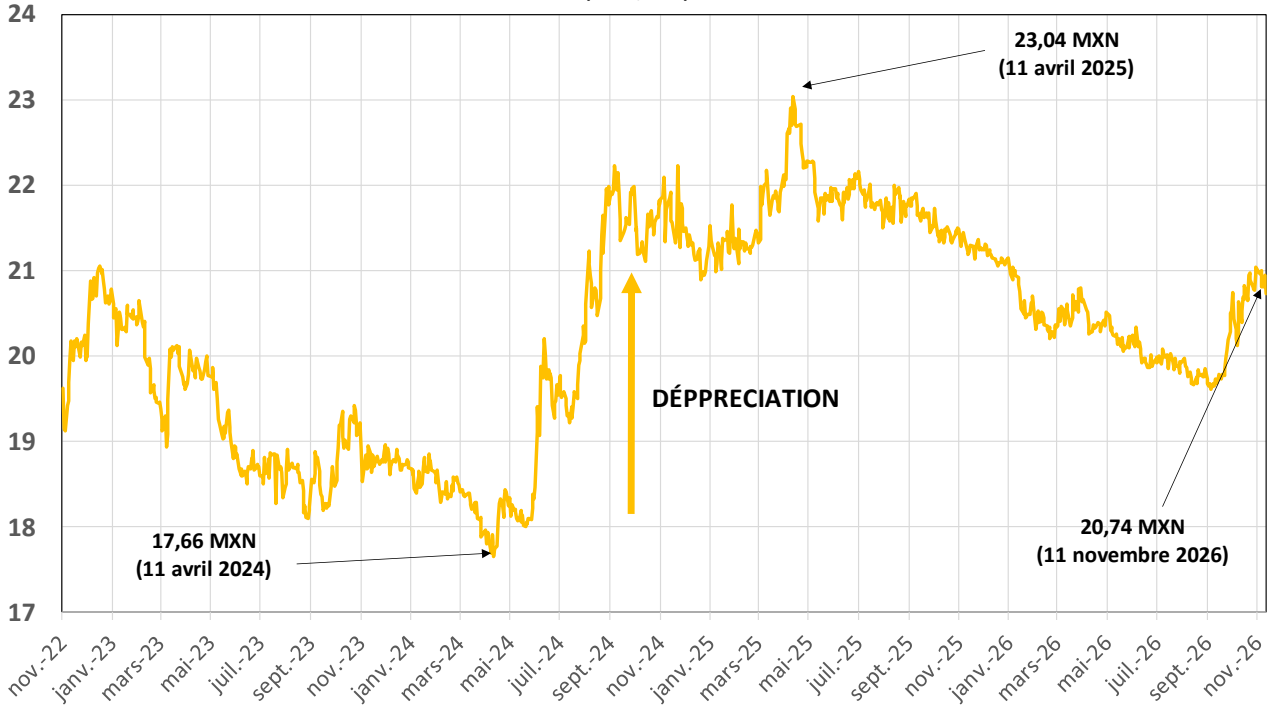
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

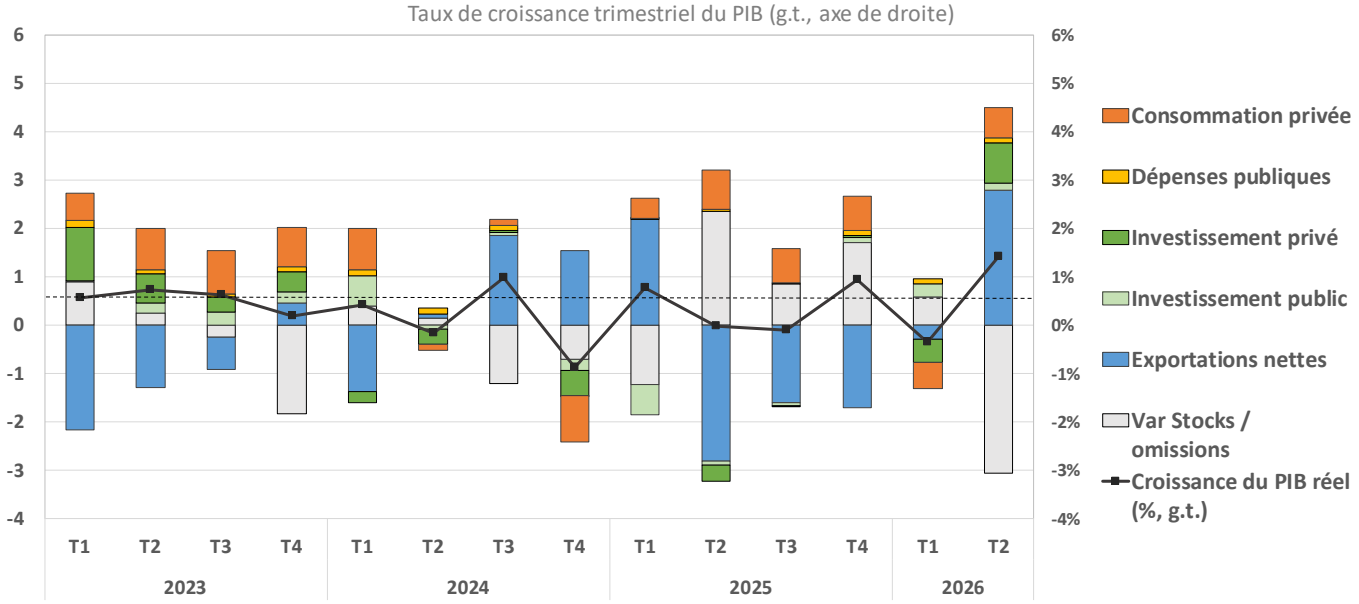
(MXN/EUR)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB RÉEL ET SES COMPOSANTS

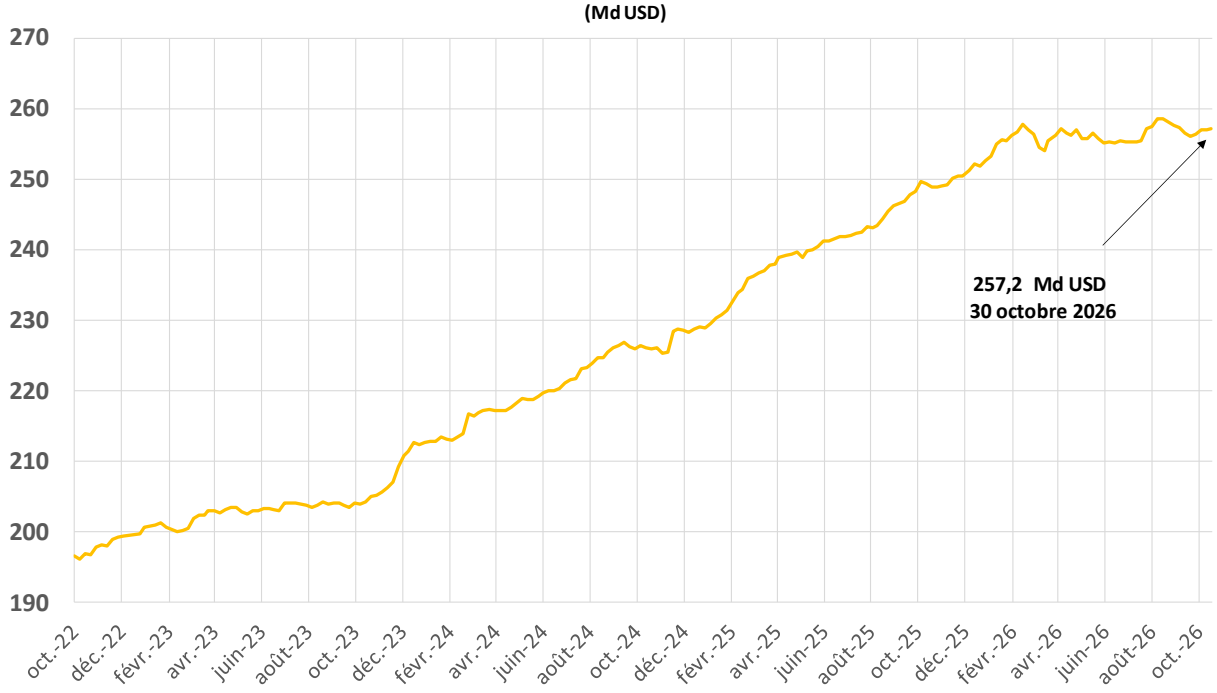
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche)
Taux de croissance trimestriel du PIB (g.t., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Md USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr